

Rapport annuel

Association des directeurs et personnels de direction des
bibliothèques universitaires et de la documentation



Sommaire

Avant-propos	3
1. Plaidoyers et prises de position	4
1.1 Budgets documentaires dans l'enseignement supérieur et la recherche	5
1.2 Communiqué interassociatif « Stand Up for Science »	6
1.3 Réforme de la haute fonction publique : révision des statuts des conservateurs	8
1.4 Prises de parole, interviews et revue de presse	11
2. Les grands événements	12
2.1 Journées nationales des formateurs - Nanterre	13
2.2 Journée d'étude « De la gouvernance des données à la datavisualisation »	13
2.3 Atelier « Mesurer les activités de la science ouverte »	13
2.4 Doc'Camp Politique documentaire - Lille	14
2.5 Congrès de l'ADBU - Nantes	14
3. Les actions des commissions	17
3.1 Intelligence Artificielle : un fil conducteur intercommissions	18
3.2 Commission Métiers et Compétences	19
3.3 Commission Pédagogie et Documentation	22
3.4 Commission Recherche et Documentation	24
3.5 Commission Pilotage et Évaluation	26
3.6 Commission Signalement, Données et Systèmes d'Information	29
4. L'association	31
4.1 Histoire et missions	32
4.2 Les adhérents	32
4.3 Une gouvernance de direction au service d'un plaidoyer national	34
4.4 Le conseil d'administration	35
4.5 Participation aux instances	35
4.6 Assemblées générales	38
4.7 Communication	39

Le mot de la présidente

L'année 2025 a vu les bibliothèques universitaires évoluer dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint et une actualité internationale marquée par des tensions qui traversent aussi les champs de la science, de l'information et des bibliothèques. Dans ce paysage incertain, l'ADBU a gardé le cap d'une action fondée sur des valeurs fortes et rappelées avec constance : l'accès à des ressources documentaires de qualité (ressources sélectionnées ou produites et gérées par les établissements d'enseignement supérieur et les professionnels de l'information et de la documentation) et à une information fiable est un investissement stratégique et politique pour la réussite étudiante, la recherche, la diffusion des savoirs et de la science au sein de l'espace citoyen et démocratique.

Tout au long de l'année, les membres du conseil d'administration ont porté ce message auprès des tutelles et partenaires, en s'appuyant sur les retours de terrain de nos établissements et sur les échanges et réflexions partagés avec et entre tous les membres de l'ADBU. Dans le même mouvement, nous avons poursuivi notre travail de plaidoyer en faveur de la reconnaissance de nos métiers, de nos missions et de la mise en cohérence et revalorisation des cadres statutaires, indispensables à l'attractivité et à la continuité du service public.

Cette année a été particulièrement riche en productions et en échanges collectifs : journées nationales des formateurs, journées d'étude sur la gouvernance des données et la datavisualisation, atelier sur les indicateurs de science ouverte, congrès annuel à Nantes, et Doc'Camp consacré à la politique documentaire. L'intelligence artificielle – usages, risques, opportunités – a constitué un fil rouge transversal, nourri par les contributions de nos commissions.

L'action du conseil d'administration est portée par l'engagement sans faille des membres de l'association, qu'ils participent aux travaux des commissions, accueillent des événements sur leur site ou contribuent à la réflexion et à l'action collective. Que chacune et chacun en soient ici chaleureusement remerciés.

Ce rapport d'activité atteste de la dynamique à l'œuvre d'une association attentive aux enjeux de société, une association ancrée dans le quotidien des établissements, adressant les enjeux documentaires stratégiques pour l'ESR et l'information, déterminée à rendre les bibliothèques universitaires encore plus visibles et essentielles auprès de toutes et tous.

Sandrine Gropp
Présidente de l'ADBU

*Plaidoyers et
prises de
position*

01

1.1 Budgets documentaires dans l'enseignement supérieur et la recherche

À la suite des annonces budgétaires de fin 2024 et début 2025 concernant l'enseignement supérieur et la recherche, le conseil d'administration de l'ADBU a fait du budget de la documentation un fil rouge de son action. Garantir des moyens documentaires stables est une condition indispensable à la continuité des missions des bibliothèques universitaires : accès aux ressources scientifiques, accompagnement des étudiants, soutien à la recherche, lutte contre la désinformation et développement de l'esprit critique.

Pour objectiver la situation et nourrir le dialogue avec nos interlocuteurs (tutelles, partenaires, réseaux professionnels), l'ADBU a réalisé une enquête flash auprès des directions de SCD. Cette démarche a permis de documenter, dès l'ouverture des budgets, les tensions observées sur le terrain et d'en consolider les principaux enseignements.

L'enquête a été ouverte auprès des directeurs de services documentaires de l'ESR le 15 janvier 2025. Le tableau de synthèse des réponses leur a été communiqué le 28 janvier. Les éléments ont été remontés aux partenaires institutionnels, notamment au sein de la DGESIP, et aux médias :

- L'incertitude sur les moyens de fonctionnement 2025 affecte tous les acteurs de l'ESR. Pour les services documentaires, cette incertitude porte particulièrement sur la continuité d'accès aux ressources documentaires (l'essentiel des abonnements se faisant en début d'année civile) et sur le fonctionnement des bibliothèques (maintien des horaires élargis, renouvellement des contrats pour les outils de services sur place ou à distance). Si des consignes particulières concernent les budgets des établissements de l'ESR, il serait pertinent d'y faire figurer les services documentaires comme relevant de la continuité de service de l'établissement ;

- Pour les services documentaires qui subissent les plus fortes baisses de moyens en ce début d'année, c'est souvent l'accentuation d'un mouvement amorcé il y a un ou deux ans, avec parfois pour conséquences des réductions drastiques touchant les publics les plus fragiles (avec par exemple l'arrêt des achats de manuels et ouvrages papier). Cette situation est d'autant plus inquiétante que les subventions des collectivités territoriales sont aussi revues à la baisse ou suspendues en ce début

d'année. Or elles servaient souvent à cofinancer des dispositifs en direction des étudiants (horaires d'ouverture, aménagements ou rénovation de BU...).

Les bibliothèques sont des « valeurs sûres » en temps de crise. Mais leurs marges de manœuvre sont très faibles, l'essentiel de leur budget étant constitué de dépenses récurrentes pour des missions pérennes.

Enfin, cette situation peut avoir des effets de bord non négligeables non seulement pour nos communautés d'usagers mais également pour d'autres acteurs (par exemple les organismes de formation si les budgets de formations continues et de déplacements se réduisent fortement).

1.2 Communiqué inter-associatif "Stand-Up for Science"

Dans un contexte international marqué par la montée des tensions idéologiques et informationnelles, l'ADBU s'est associée au consortium Couperin et à l'EPRIST pour exprimer son soutien au mouvement « Stand Up for Science » et, au-delà, réaffirmer un principe : aux côtés des associations de l'enseignement supérieur et de la recherche (France Université, Udice notamment) et au sein des établissements, écoles et organismes, les bibliothèques universitaires et les services documentaires prendront part à toutes les actions nécessaires pour défendre les principes fondamentaux de la recherche, de l'enseignement supérieur, ainsi que de la construction et de la diffusion des savoirs.

22 Avril 2025

L'Association des directeurs et personnels de direction des bibliothèques universitaires (ADBU), le consortium Couperin et EPRIST s'associent à leurs homologues américains, dont ils partagent les inquiétudes et dont ils soutiennent l'engagement et les actions pour préserver l'accès à l'information, maintenir la diffusion des savoirs et accompagner le développement de la science au service de la démocratie et des citoyennes et citoyens.

Les mesures prises par l'administration du Président Trump sont extrêmement préoccupantes et constituent par leur ampleur et leur caractère systémique une menace pour les sciences et pour le monde académique en particulier, dont elles attaquent à la fois les moyens et les fondations :

- Les moyens avec la suppression d'informations et de données de la recherche auparavant accessibles sur des sites fédéraux, et la non mise à disposition de nouvelles données, privant les chercheurs d'informations cruciales pour leurs travaux mais privant également les décideurs économiques et politiques d'informations fiables et nécessaires à la prise de décision éclairée ;
- Les fondations avec la tentative de démantèlement des bibliothèques et des institutions culturelles publiques : menace sur l'existence même de l'Institute of Museum and Library Services (IMLS) qui finance des projets sur tout le territoire américain ; licenciements massifs de bibliothécaires dans des institutions publiques (dont la direction du centre des archives nationales-NARA) ; retrait de livres devenus interdits dans les bibliothèques des services de

l'Armée, mais également dans des programmes scolaires ou des bibliothèques universitaires ou municipales.

L'ADBU, Couperin et EPRIST rappellent que les bibliothèques et les professionnels de l'information scientifique et technique sont des acteurs-phares dans le signalement, la diffusion et la préservation de l'information et des savoirs. Les bibliothèques universitaires américaines occupent d'ailleurs une place de premier plan pour récupérer et remettre à disposition les données et informations publiques, comme en atteste le projet « Data Rescue ».

Les bibliothèques rendent possible la sauvegarde de l'intégrité des collections documentaires et des informations numériques. En garantissant des métadonnées de qualité, en permettant l'évaluation de l'authenticité et de la provenance de l'information, elles en facilitent la réutilisation, la citation et l'accès au cours du temps. De fait, elles répondent au besoin de capitalisation et de gestion des connaissances issues de la recherche ; les bibliothèques et les services documentaires intervenant aussi plus globalement dans tout le cycle de vie des productions scientifiques.

Aujourd'hui le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche français se mobilise pour maintenir les collaborations scientifiques au niveau international et assurer le libre accès à des données scientifiques de qualité, afin de répondre aux grands défis sociaux et environnementaux. Cette mobilisation implique de soutenir les moyens des bibliothèques pour l'accès aux ressources

documentaires et aux services qui accompagnent au quotidien les communautés de recherche, au niveau national comme international.

Aux côtés des associations de l'enseignement supérieur et de la recherche (France Université, Udice notamment) et au sein des établissements, écoles et organismes, les bibliothèques universitaires et les services documentaires prendront part à toutes les actions nécessaires pour défendre les principes fondamentaux de la recherche, de l'enseignement supérieur, et de la construction et de la diffusion des savoirs.

Signataires

✧ **Association française des directeurs et personnels de direction des bibliothèques universitaires et de la documentation** (ADBU)

✧ **Consortium Couperin**

✧ **Association des responsables de l'information scientifique et technique des organismes de recherche français publics ou d'utilité publique** (EPRIST)



**STAND UP
FOR
2025 SCIENCE
FRANCE**

1.3 Réforme de la haute fonction publique : révision des statuts des conservateurs

L'ADBU a poursuivi son plaidoyer pour la mise en cohérence, dans le cadre de la réforme de la haute fonction publique, des statuts concernant la filière Bibliothèques – interministérielle par nature – afin qu'elle soit pleinement intégrée dans les évolutions statutaires menées à bien pour d'autres corps homologues.

Dans la continuité des démarches engagées depuis 2021, le conseil d'administration a choisi d'interpeller directement le cabinet du Premier ministre, au travers de deux courriers (juillet et décembre 2025). L'objectif : obtenir la mise en œuvre de la révision des statuts des conservateurs et conservateurs généraux des bibliothèques d'État, mesure à la fois technique et nécessaire pour renforcer l'attractivité de la filière.

Malgré les changements d'interlocuteurs liés aux instabilités gouvernementales, la stratégie a été maintenue : viser le plus haut niveau décisionnel, recueillir les avis conformes exprimés par nos administrations centrales (DGRH, DGAFP et DGESIP) quant à la légitimité de l'action et maintenir cette question dans les échanges avec les partenaires institutionnels dans le temps, jusqu'à sa résolution.

Courrier du 21 juillet 2025

Monsieur le Directeur de cabinet,

Je vous sollicite par le présent courrier, en tant que Présidente de l'Association des Directeurs et cadres supérieurs des Bibliothèques Universitaires (ADBU), pour demander la révision des statuts des conservateurs et conservateurs généraux des bibliothèques, dans le cadre de la réforme de la haute fonction publique.

Le Gouvernement mène depuis plusieurs années une politique ambitieuse de réforme de la haute fonction publique, volet managérial d'un objectif de transformation de l'action publique visant à répondre aux grands défis écologiques, économiques et de société tout en garantissant une attractivité suffisante pour des postes à responsabilité dans un contexte de désaffection pour le service public.

Dans ce cadre, l'ADBU porte depuis 2021 la demande de refonte des statuts des conservateurs et conservateurs généraux des bibliothèques pour les mettre en conformité avec les corps homologues et pour conforter leur appartenance aux corps constitutifs de la haute fonction publique telle que rénovée par la création de l'Institut national du service public (INSP).

Les conservateurs et conservatrices de bibliothèque sont recrutés à l'issue d'un concours sélectif, parmi les plus sévères du réseau des écoles de l'INSP. La formation qualifiante post-concours s'effectue au sein de l'Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB), désormais intégrée au tronc commun de l'INSP, préparant ainsi les cadres des bibliothèques à l'exercice de fonctions d'encadrement supérieur, en particulier par l'ouverture à davantage de mobilités.

Les corps des conservateurs et conservateurs généraux des bibliothèques constituent un corps scientifique d'encadrement supérieur de plus en plus sollicité sur des missions couvrant un large périmètre d'activités, au service notamment de la formation, de la recherche, de la science ouverte, de la gouvernance des données, de l'intelligence artificielle, de la diffusion de la culture et de leurs impacts sur la société.

Ils exercent un haut niveau de responsabilité : direction d'établissements ou de services importants, d'équipements ou infrastructures à rayonnement national, définition et mise en œuvre de politiques publiques. Comme tous les corps qui participent au management de la haute fonction publique, ils composent avec un environnement de plus en plus complexe au regard des conditions de mise

en œuvre des politiques publiques et un contexte de perpétuelle évolution des contenus et des savoir-faire.

Un rapport de l'IGESR paru en 2023 et portant sur l'amélioration du déroulement de carrière des conservateurs et conservateurs généraux des bibliothèques documente pourtant le décrochage par rapport à d'autres corps de niveau de recrutement ou de responsabilités comparables.

Parmi les corps homologues, les conservateurs du patrimoine ont connu une révision de leurs statuts en 2013 et 2021, rompant avec une homothétie qui remontait à la création, au début des années 1990, de ces deux corps homologues et renforçant l'obsolescence des statuts des conservateurs et conservateurs généraux des bibliothèques.

Cette situation, en rupture de cohérence avec les mesures par ailleurs engagées dans le cadre de la réforme de la haute fonction publique, est préjudiciable à la mobilisation du vivier de cadres supérieurs que représentent aujourd'hui ces conservateurs et conservateurs généraux et donc à l'action publique dans son ensemble.

L'important chantier de modernisation de la fonction publique se poursuit cette année, après les corps des filières administratives, par les corps techniques. Nous vous sollicitons donc pour saisir cette occasion unique de concrétiser l'appartenance des conservateurs et conservateurs généraux des bibliothèques à l'encadrement supérieur de l'Etat, afin que l'ensemble des corps constituant cet encadrement supérieur puisse, en bénéficiant d'une révision statutaire, traduire la volonté du Gouvernement et préfigurer une haute fonction publique moderne.

Je me tiens à votre disposition pour tout échange et je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur de cabinet, l'expression de ma très haute considération.

Courrier du 27 décembre 2025

Monsieur le Directeur de cabinet,

Par courrier du 21 juillet 2025, l'Association des directeurs et cadres supérieurs des bibliothèques universitaires (ADBU) a saisi le cabinet du Premier ministre afin de demander la révision des statuts des conservateurs et conservateurs généraux des bibliothèques dans le cadre de la réforme de la haute fonction publique. Sans réponse à ce jour de votre cabinet, je me permets de renouveler cette sollicitation alors que la réforme se poursuit au sein de plusieurs corps.

Les conservateurs et conservateurs généraux des bibliothèques constituent un corps scientifique d'encadrement supérieur interministériel. Ils exercent à un haut niveau d'expertise, de responsabilité et d'encadrement : direction de services importants au sein des ministères de la culture ou de l'enseignement supérieur et de la recherche, pilotage d'infrastructures et de projets structurants, conduite de transformations numériques, mandats d'expertise. Leurs missions se situent au cœur des priorités de l'État : souveraineté et sécurité informationnelle et numérique, gouvernance et qualité des données, science ouverte et intégrité scientifique, déploiement maîtrisé de l'intelligence artificielle dans les services publics, lutte contre la désinformation.

L'ADBU porte depuis 2021 la demande de refonte des statuts des conservateurs et conservateurs généraux des bibliothèques. L'intégration de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB) au tronc commun de l'INSP a constitué une étape importante ; elle appelle désormais une traduction statutaire cohérente. Le rapport de l'IGESR paru en 2023 sur l'amélioration du déroulement de carrière des conservateurs et conservateurs généraux des bibliothèques confirme un décrochage par rapport à d'autres corps de niveau de recrutement ou de responsabilités comparables, notamment les corps des conservateurs et conservateurs généraux du patrimoine qui ont

connu une rénovation de leurs statuts en 2013 et 2021.

Dans le même temps, la réforme de la haute fonction publique a continué de produire des effets en 2025 pour d'autres filières (ingénieurs de l'État, magistrats, directeurs d'hôpital : décrets n° 2025-822/823, 2025-1032/1033, 2025-1143 à 1146). Dans ce contexte, l'absence de traitement des conservateurs et conservateurs généraux des bibliothèques apparaît peu cohérente au regard de la logique d'ensemble : les fonctions exercées, le niveau d'expertise et de responsabilité, ainsi que l'exposition aux transformations stratégiques de l'action publique sont pleinement comparables.

Le maintien du cadre actuel pèse sur l'attractivité et la fidélisation de ces cadres supérieurs au détriment des politiques publiques de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Nos échanges engagés avec la DGESIP, la DGRH et la DGAFP depuis août dernier convergent vers le constat d'une révision légitime, techniquement réalisable et à impact budgétaire complètement maîtrisé.

Aussi, l'ADBU sollicite votre arbitrage afin d'acter le principe d'une révision des statuts des conservateurs et conservateurs généraux des bibliothèques et de mandater la DGAFP pour conduire, avec les ministères et directions concernés, une instruction interministérielle aboutissant à des options arbitrables et à une trajectoire de mise en œuvre (dispositions statutaires et indiciaires et, le cas échéant, régime indemnitaire).

Afin de sécuriser un calendrier opérationnel, nous souhaiterions la désignation d'un point de contact au sein de la DGAFP, l'organisation d'un rendez-vous de cadrage au début de l'année 2026, ainsi que la fixation d'un point d'étape durant le premier trimestre 2026.

L'ADBU se tient à votre entière disposition pour organiser un échange en début d'année.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur de cabinet, l'expression de ma haute considération.

2.1 JNF 2025
DÉCRYPTER LES MÉCANISMES
D'APPRENTISSAGE : QUELS ENJEUX

1.4 Prises de parole, interviews, revue de presse, publications

En 2025, l'ADBU s'est exprimée à plusieurs reprises dans la presse et sur les médias professionnels, afin de porter les enjeux des bibliothèques universitaires.

Date	Support	Porte-parole / CA	Titre
2025-01-09	Livres Hebdo	Sandrine Gropp Présidente	Sandrine Gropp, nouvelle présidente de l'ADBU : « La force des bibliothécaires universitaires, c'est de travailler en réseau »
2025-01-21	Arabesques (Prairial)	Jean-Marie Barbiche Responsable Commission Recherche & documentation	Faire, être, apprendre : quelles compétences au service de la recherche ?
2025-01-21	Arabesques (Prairial)	Benjamin Gilles – CA Resp. Commission Métiers & compétences	« Les évolutions des SCD doivent accompagner celles des universités » (entretien avec Valérie Wadlow et Michel Verhaegen)
2025-01-30	Campus Matin	Sandrine Gropp Présidente	« Beaucoup d'incertitudes et d'inquiétudes » : les BU face aux difficultés de budget des universités
2025-02-20	Abes – L'Actu des Réseaux	Benjamin Gilles – CA Resp. Commission Métiers & compétences	L'Actu des Réseaux n°110 (mention : Arabesques 116 coordonné par Benjamin Gilles)
2025-04-15	Campus Matin	Sandrine Gropp Présidente	« Les inégalités vont se creuser entre bibliothèques universitaires à travers le pays », alerte l'ADBU
2025-05-27	Arabesques (Prairial)	Frédérique Joannic-Seta Vice-présidente	Organisation et enjeux de la normalisation en information et documentation en France : entre défis institutionnels et modèles économiques
2025-05-27	Arabesques (Prairial)	Nelly Sciardis Responsable Commission Pilotage et Évaluation	Experts en normalisation : expert un jour, expert toujours ?
2025-08-26	Recherche Data Gouv (entrepôt)	Jean-Marie Barbiche Responsable Commission Recherche & documentation	Données de l'enquête ADBU sur l'implication des structures documentaires dans l'accompagnement sur les données de recherche
2025-09-17	Newstank	Jean-Marie Barbiche Responsable Commission Recherche & documentation Frédérique Joannic-Seta Vice-présidente	Résultats de l'enquête-flash sur l'implication des structures documentaires dans l'accompagnement sur les données de recherche
2025-10-01	TheMetaNews	Sandrine Gropp Présidente	Sandrine Gropp : « Nous nous préoccupons de chaque euro dépensé »
2025-10-09	Livres Hebdo	Sandrine Gropp Présidente	Sandrine Gropp : « Dans un futur idéal, les bibliothèques favoriseront l'essor de la science ouverte »
2025-11-14	Software Heritage (blog)	Cédric Mercier Responsable Commission Signalement, Données & SI	How the Paris-Saclay library supports research software
2025-09-22	ISTE (ouvrage collectif)	Nelly Sciardis Responsable Commission Pilotage & indicateurs	Communication at the Heart of the Evolution of Library Satisfaction Surveys
2025-11-06	Site ADBU, Youtube, Spotify	CA de l'ADBU, JE coorganisée par Floriane Berti / Coline Blanpain – Secrétaire générale / Trésorière	Les podcasts du 54e congrès de l'ADBU – Nantes 2025

*Les
grands
événements*



2. *Les grands événements*

POUR LA FORMATION DES USAGERS EN BIBLIOTHÈQUE ?

- ✦ Nanterre, 30 et 31 janvier 2025
- ✦ 230 participants (hors organisation)
- ✦ Format : 35 ateliers, dont 7 mini-conférences

En partenariat avec le **Service commun de la documentation de l'Université Paris Nanterre**, porté par la **Commission Pédagogie et documentation**.

Rendez-vous annuel de l'ADBU, les JNF 2025 ont interrogé les pratiques de formation en bibliothèque universitaire à la lumière des apports des sciences cognitives et de l'éducation : attention, concentration, mémorisation, motivation et engagement des étudiants.

La conférence inaugurale d'Hippolyte Gros (Aix-Marseille Université) a proposé de distinguer les apports étayés des sciences cognitives des idées reçues les plus persistantes. La conférence de clôture d'André Tricot (Université Paul-Valéry Montpellier 3) a porté sur les leviers d'engagement des étudiants dans leurs apprentissages.

[Retrouvez le programme et les retours d'ateliers sur notre site Internet.](#)



- ✦ Paris, 17 juin 2025, Sorbonne Université
- ✦ 100 participants

Événement accueilli par **Sorbonne Université** et porté par les **Commissions Pilotage et évaluation et Signalement, données et systèmes d'information**.

La journée, héritière des appels à projets « Bibliovizz » de juin 2017, a mis en lumière un point clé : la datavisualisation n'est pas seulement (ni premièrement) une question d'outil. Elle repose sur des choix de gouvernance et des enjeux de qualité de la donnée, sur des méthodes partagées et sur une analyse des besoins de pilotage (au niveau des bibliothèques, des établissements et des écosystèmes métiers).

Le programme alternait, le matin, des tables rondes sur la gouvernance de la donnée et, l'après-midi, des retours d'expérience et présentations d'outils. Les échanges ont permis de clarifier les notions de « gouvernance de la donnée » et de « gouvernance par la donnée », et de partager un panel de pratiques concrètes.

Le compte rendu et la captation de la journée sont entièrement disponibles en ligne sur le site web de l'ADBU.

2.3 ATELIER « MESURER LES ACTIVITÉS DE SCIENCE OUVERTE »

- ✦ Paris, 11 septembre 2025
- ✦ 50 participants

Événement accueilli par **l'Université Paris Cité** et porté par les **Commissions Pilotage et évaluation et Recherche et Documentation**.

Cette demi-journée de travail concluait la série d'ateliers menés depuis 2023 avec Dataactivist pour identifier et discuter des indicateurs pertinents pour rendre compte des actions des établissements en matière de science ouverte (publications, données,

codes sources et logiciels).

La séance a débuté par une table ronde associant le ministère (Marin Dacos et Odile Contat), OSMI (Laetitia Bracco) et PathOS (Simon Apartis), puis s'est poursuivie par quatre ateliers de travail collaboratif autour d'un document de synthèse à amender.

2.4 DOC'CAMP POLITIQUE DOCUMENTAIRE

✦ Lille, 6 novembre 2025, Lilliad

✦ 90 participants

Événement accueilli par **Lilliad** et porté par **le groupe de travail transverse "Pol Doc"**

Cette journée a permis d'explorer les enjeux actuels de la politique documentaire, de partager des expériences et des outils, et de renforcer les compétences des professionnels impliqués dans la définition et la conduite des politiques documentaires.

[L'enquête de satisfaction](#) (70 réponses) menée à l'issue de la journée témoigne d'une très forte satisfaction générale. Les points les plus souvent cités : la richesse des échanges entre collègues, la pertinence des ateliers et un format jugé stimulant et fédérateur. Les principales pistes d'amélioration convergent vers une demande de réflexion sur le format et temps alloués aux ateliers ou restitutions ainsi qu'une communication plus précise en amont (contenus, intervenants, informations pratiques).

2.5 CONGRÈS DE L'ADBU 2025

✦ Nantes, du 1er au 3 octobre 2025

✦ 324 participants

En partenariat avec le **Service commun de la documentation de l'Université de Nantes**.

Le 54e congrès de l'ADBU, structuré comme de coutume autour de l'Assemblée générale annuelle présentielle (jour 1), d'une journée d'étude (jour 2) et d'une matinée politique (jour 3), n'a pas vu son nombre d'inscrits diminuer malgré les restrictions budgétaires rencontrées par les SCD, preuve s'il en est de la nécessité de la plus-value de notre activité associative, en ces temps de crise, pour poursuivre les missions des bibliothèques

universitaires.

Le Bureau de l'ADBU remercie chaleureusement les équipes volontaires du SCD de l'Université de Nantes et son directeur Yann Marchand mobilisés pour l'organisation aux côtés d' "Espace événementiel" (Sarah Le Joly), prestataire spécialisé auquel notre association recourt ces dernières années, via lequel notre congrès annuel, gagnant en professionnalisation et visibilité, rencontre un engagement croissant au-delà du milieu des bibliothèques auprès de leurs interlocuteurs ou partenaires clefs.

Assemblée générale et temps des commissions

Temps fort de la vie associative, l'Assemblée générale a permis de faire un point d'étape sur l'année, de partager les priorités, et de réaffirmer l'importance du collectif ADBU dans une période marquée par des incertitudes budgétaires et politiques.

Notre nouvelle Présidente a dressé une synthèse du travail mené depuis janvier 2025, rappelant une ADBU présente sur tous les fronts : réflexion stratégique, production d'outils, plaidoyer auprès des tutelles et partenaires, et partage d'expériences entre établissements. La parole a été ensuite donnée aux 5 pilotes des commissions qui ont présenté les résultats de leur première année de mandat, à la fois dans la continuité des chantiers engagés et avec une dynamique renouvelée marquée par la production de livrables directement appropriables par les services documentaires et le développement de formats intercommissions (enquêtes, journées d'étude, productions croisées) pour traiter les enjeux transversaux.

Dans un contexte politique et budgétaire incertain, l'AG a réaffirmé l'importance du collectif ADBU pour soutenir le réseau, renforcer la visibilité des bibliothèques et défendre leurs missions. Elle a également replacé la communication au cœur de la stratégie : mieux rendre visibles les actions et les ressources produites, mieux les diffuser, et diversifier les réseaux d'échange, notamment inter-associatifs.

L'après-midi les cinq commissions ont travaillé en

sous-groupes afin de préparer la journée d'étude du lendemain, en explorant ensemble les enjeux et pistes d'action autour du thème « communiquer ». La devise de l'association « Les grandes idées commencent ici » peut être ici rappelée comme une invitation à poursuivre l'effort collectif en 2025-2026.

Journée d'étude : croiser cadres, métiers et retours d'expérience dans l'ESR et au-delà

La JE, pilotée par les trésorière et secrétaire générale aux côtés de la déléguée générale pour l'organisation logistique, a mis en débat un enjeu transversal pour les bibliothèques universitaires : la communication dans un environnement informationnel foisonnant. Comment rester audibles sans sursaturer nos publics ? Comment trouver le bon niveau d'intensité – « ni trop, ni trop peu » – pour rendre visibles les services, les compétences et l'utilité académique et sociale des bibliothèques universitaires ?

Conçue pour réunir et intéresser notre filière bibliothèque « coeur de cible » (directeurs de SCD, cadres et plus largement tous les professionnels travaillant en bibliothèque) tout autant que décideurs, politiques, experts non bibliothécaires et travaillant dans l'ESR ou la Culture, la JE s'est orchestrée comme un dialogue entre plusieurs registres : des apports de cadrage (enjeux, méthodes, concepts), des interventions de spécialistes hors du monde des bibliothèques (professionnels de la communication, décideurs, partenaires) ou des retours d'expérience très concrets, sous forme de « bonnes idées à emporter » et à adapter localement par les personnels des SCD venus assister spécifiquement à la JE.

Un fil conducteur fédérateur s'est tissé au gré des interventions, échanges et retours d'expériences qui se voulaient pour autant sciemment variés, voire parfois en "désaccord", pour favoriser les débats et diversité de points de vue : plutôt que de « communiquer plus » est apparue la nécessité de communiquer mieux en clarifiant les objectifs (information, mobilisation, valorisation, plaidoyer), en hiérarchisant les messages, en choisissant les

canaux pertinents et en articulant communication locale, communication d'établissement et communication de réseau, dans une logique de sobriété et d'efficacité.

En amont, un appel à contributions sous forme de posters a permis de valoriser sur un stand des campagnes menées dans les établissements, y compris en partageant des retours d'expérience moins réussis mais instructifs, afin d'en tirer des enseignements immédiatement transposables. L'enquête de satisfaction souligne une appréciation favorable : 77,8 % d'avis positifs sur la journée d'étude, 84,5 % sur la cohérence du programme, 74,3 % sur la résonance avec les enjeux professionnels et 95,5 % sur la fluidité de l'animation.

Matinée politique : attractivité des métiers, reconnaissance et leviers de communication

Dans la continuité de la journée d'étude, la matinée politique, pilotée par les présidente et deux vice-présidentes aux côtés d'un journaliste de MetaNews pour l'animation, a renforcé le volet stratégique en abordant l'attractivité des métiers de la documentation et, plus largement, la reconnaissance des bibliothèques universitaires comme actrices de la formation, de la recherche et de la diffusion des savoirs et de la culture.

Les échanges entre la DGRH, l'ADGS, Sup DRH et l'ENSSIB ont notamment mis en évidence que la communication constitue un levier important (pour rendre visibles les missions, les parcours et les compétences) mais qu'elle ne peut être efficace qu'articulée à d'autres déterminants : conditions d'exercice, reconnaissance statutaire, trajectoires professionnelles et positionnement institutionnel. L'enquête de satisfaction fait ressortir 70,2 % d'avis favorables sur la matinée politique ; la table ronde dédiée à l'attractivité a été jugée favorablement pour l'intérêt et la clarté du contenu (77,3 %), ainsi que pour son apport à la réflexion professionnelle (67,4 %).

➤ **Assemblée générale**
Mercredi 1er octobre 2025

Ouverture du 54e congrès de l'ADBU par sa présidente Sandrine Gropp.



© Manuelle Toussaint

➤ **Journée d'étude « Toujours plus vite, plus haut, plus fort ? Communiquer ? »**
Jeudi 2 octobre 2025

Table ronde : Quels enjeux identifiés par les communicants des universités auprès de leurs nombreux publics cibles ? Quelles interactions et synergies entre eux ? Quels moyens et leviers opérationnels ? Isabelle Froustey, Benjamin Sarcy, Nail Klioua.



© Manuelle Toussaint

➤ **Soirée professionnelle au Château des ducs de Bretagne**
Jeudi 2 octobre 2025

Arrivée des congressistes dans la cour intérieure du château des Ducs de Bretagne.



© Manuelle Toussaint

➤ **Matinée Politique**
Vendredi 3 octobre 2025

Table ronde : Promotion et attractivité de la filière bibliothèque Charles Persoz, Laurianne Schlaeppi, Clotilde Tonnerre, Nathalie Marcerou-Ramel.



© Manuelle Toussaint

*Les
actions des
commissions*



3.1 Intelligence Artificielle : un fil conducteur intercommissions

Au-delà des travaux propres à chacune des cinq commissions thématiques, l'année 2025 a été marquée par une dynamique intercommissions :

co-organisation de journées d'étude (datavisualisation, indicateurs de science ouverte) et déclinaison de thématiques transversales, au premier rang desquelles l'intelligence artificielle.

2025 a également été une année riche en livrables :

guides, enquêtes, webinaires, articles, référentiels. Ainsi, dans la poursuite du slogan jouant sur l'acronyme "BU - Bibliothèques Utiles", l'ADBU illustre par ces temps d'échanges et livrables aux formats variés sa capacité à diffuser les bonnes pratiques et informations utiles aux professionnels des bibliothèques universitaires et de l'IST comme à contribuer à la diffusion de la culture et des compétences documentaires et informationnelles à tous les niveaux.

Parce que l'intelligence artificielle s'impose dans les usages quotidiens des étudiants, des enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs, des personnels des établissements et des citoyens; parce qu'elle transforme rapidement les outils et pratiques professionnelles et réinterroge nos activités métiers, **l'ADBU s'est naturellement emparée du sujet pour comprendre et qualifier les enjeux, outiller les communautés professionnelles, expliciter le lien intrinsèque entre IA et compétences documentaires et contribuer au débat public.**

« **L'IA dès aujourd'hui : des idées pour l'adaptation rapide de nos services aux communautés de recherche** »

(5 février 2025).

« **État des lieux de l'intelligence artificielle dans l'offre logicielle informatique documentaire** »

(1er octobre 2025).

« **Lutte contre la désinformation : les bibliothécaires à l'avant-poste** » (entretien avec

Jean-Marie Barbiche et Frédérique Joannic-Seta). Archimag, 2025/6, n° 385 (juin 2025), p. 16. DOI : 10.3917/arma.385.0016.

Contributions de l'ADBU à des travaux institutionnels sur l'IA et l'enseignement supérieur

(Mission IA et enseignement supérieur, MESR, juin 2025)



3.2 COMMISSION

Métiers et Compétences

La commission alimente la réflexion stratégique de l'ADBU sur les métiers et compétences, et outille la communauté professionnelle sur les enjeux de carrière, d'organisation du travail et d'animation d'équipes. En 2025, elle a poursuivi les chantiers engagés lors de la mandature précédente, en cohérence avec la feuille de route 2025-2027.

✧ **Commission pilotée par Benjamin Gilles**
Directeur des bibliothèques - DIRBIB
Université de Picardie Jules Verne.

COMPOSITION

La commission réunit des personnels de direction ou d'encadrement de services documentaires de toute taille et de toute provenance, de tout statut et des personnels de direction ou d'encadrement d'établissements de formation (ENSSIB, CRFCB, URFIST).

Au 31 décembre 2025, la commission compte 37 membres. En 2025, 8 nouveaux collègues l'ont rejointe et 2 l'ont quittée.

[Consultez notre site pour en savoir plus sur les membres et livrables de la commission.](#)

FONCTIONNEMENT

En 2025, la commission a conservé le rythme de travail de la précédente mandature et s'est réunie à cinq reprises : trois réunions en distanciel (24 février, 4 juillet, 17 octobre) et deux réunions en présentiel à Paris (24 avril et 11 décembre)

Le format des réunions en présentiel a évolué avec la mise en place, le matin, de « cartes blanches » thématiques confiées à des responsables de service

ou à des experts, afin d'ouvrir les échanges et d'enrichir les travaux de la commission :

Le 24 avril, la commission métiers a été reçue par le directeur de La Contemporaine. Xavier Sené a ainsi présenté l'organisation actuelle du service, ses atouts et ses limites afin d'évoquer les évolutions à venir. Il a également mis en lumière les spécificités métiers (compétences linguistiques, conservation, musée et archives...) et les modalités de recrutement et de formation des personnels de cette bibliothèque de recherche.

Le 11 décembre, les membres de la commission ont été accueillis à la BULAC. La carte blanche a été confiée à Marie-Hélène Koenig (Direction des Affaires du Personnel, BnF) sur la question de la charge de travail : présentation des repères méthodologiques et mise en pratique au travers d'un atelier. Les membres de la commission ont travaillé à partir d'une activité factice à évaluer l'opérationnalité d'une grille d'analyse de la charge de travail.

GROUPES DE TRAVAIL « RÉFÉRENTIELS »

Une part importante de l'activité 2025 a été consacrée à la finalisation d'enquêtes, dont les restitutions sont prévues au premier semestre 2026 :

Fonctions de direction et RIFSEEP :

89 réponses de services documentaires, entre le 4 septembre et début octobre.

Enquête flash sur la mise en œuvre du régime indemnitaire (RIFSEEP) pour les directions de SCD et leurs adjoints. Le premier objectif est de mesurer la diversité des situations (avec notamment la question de l'alignement ou non des filières) et d'établir une première cartographie. Le second vise à s'appuyer sur les réponses pour consolider un argumentaire auprès de la DGRH du MESRI sur l'alignement des filières et des fonctions, à niveau de responsabilité équivalente.

Usage du dictionnaire des compétences :

65 réponses, entre le 30 septembre et le 17 octobre.

Enquête pilotée par Corinne Maubernard et Odile Nguyen, un an après la mise en ligne du dictionnaire. Le but est de recueillir de premiers éléments concernant les utilisateurs et les usages afin d'identifier et de mettre en œuvre les pistes d'améliorations.

Télétravail

60 réponses de services documentaires, entre le 12 novembre et fin décembre.

Finalisation d'un nouveau questionnaire (après une première enquête en 2022), piloté par Lucile Pellerin de la Vergne et François-Xavier Caillet, autour de 5 axes : état des lieux, focus par catégorie, accompagnement, formalisation du télétravail et organisation.

Dispositifs d'immersion des nouveaux arrivants :

Enquête finalisée en 2025 (Hélène Coste et Mathilde Poulain), lancement prévu début 2026.

PROJETS, RAYONNEMENT ET DISSÉMINATION

Journée DIRBUIST (27 mars) :

présentation du dictionnaire des compétences par Johann Berti et Benjamin Gilles. Outre la présentation de l'outil, structurellement conçu pour être appropriable en tout contexte et évolutif, l'intervention a également permis d'évoquer la fiche référentiel directrice/directeur de BU toujours en attente de validation de la part du MESR et de revenir sur le rapport sur l'évolution des métiers et des compétences au sein des bibliothèques d'Enseignement et de Recherche publié en avril 2023.

Congrès 2025 : atelier organisé pendant le temps des commissions sur les métiers de la communication (comment sont-ils structurés et positionnés dans les organigrammes des BU ? quels ETP alloués ?), occasion idoine pour tester le dictionnaire autour de ces compétences en plein essor.

PROJETS EN COURS

En 2025, la commission a consolidé plusieurs axes de travail, dont deux qui donneront lieu à des productions opérationnelles décidées en fin d'année civile pour l'année suivante :

Lignes directrices de gestion (LDG) :

état des lieux des pratiques dans les établissements (apparues très hétérogènes selon les situations), clarification du rôle des acteurs (experts, instances, DRH, SCD), de leurs éventuels outils (classements) ou coordination mutuelle, rôle et élaboration d'un guide pratique intégrant une typologie des dispositifs et des consignes données aux experts et aux candidats.

Structuration et trajectoire des emplois : construction d'un état des lieux sur la situation des agents de bibliothèques en forte évolution (recours croissant aux contractuels, campagnes de cdisation ; porosité des filières bibliothèque et ITRF ; problématiques de pénibilité et de qualification au coeur du déroulement de carrière, question des voies d'accès par concours, recrutement local, mobilité, absence d'examens professionnels) et formulation de propositions d'amélioration, appuyées sur une grille d'analyse et une enquête à destination des services.

3.3 COMMISSION

Pédagogie et Documentation

La commission pédagogie et documentation travaille à la mise en valeur des actions des services de documentation dans les dispositifs et enjeux pédagogiques des établissements d'enseignement supérieur. Elle mène des réflexions stratégiques sur les évolutions de la formation aux compétences informationnelles.

↙ **Commission pilotée par Chloé Dumas**
Directrice des bibliothèques et de la Maison des langues.

CY Cergy Paris Université

COMPOSITION

Au 31 décembre 2025, la commission compte 21 membres, soit 3 membres supplémentaires à l'année précédente. Elle est composée majoritairement de responsables de formation des usagers ou de correspondants formation des BU, ainsi que de membres d'organismes de formation aux métiers des bibliothèques et de directeurs de structure (SCD, CRFCB).

[Consultez notre site pour en savoir plus sur les membres et livrables de la commission.](#)

FONCTIONNEMENT

La commission s'est réunie sept fois : trois réunions en présentiel dans les locaux de Sciences Po Paris les 3 février, 11 avril & 8 décembre et quatre réunions en distanciel les 23 janvier, 17 mars, 26 septembre & 31 octobre.

Les réunions plénières permettent des temps d'échange et de réflexion collective avant le lancement des travaux. Elles accueillent également des présentations de collègues de la commission ou d'intervenants extérieurs, afin d'ouvrir les perspectives et d'alimenter les groupes de travail.

En 2025, quatre interventions ont notamment permis d'approfondir des enjeux structurants :

- **Accessibilité numérique en bibliothèque universitaire** (Amélie Barrio, URFIST Occitanie).
- **Intelligence artificielle** (Néhémie Henry, Université de Haute-Alsace).
- **Ressources éducatives libres** : l'exemple du « Tea Time » lillois (Mélanie Guyon, Université de Lille).
- **Conception de nouveaux espaces pédagogiques** : learning lab Agora (Mélanie Guyon & Sébastien Picot, Université de Lille).

GROUPES DE TRAVAIL

Au 31 décembre 2025, la commission compte trois groupes de travail :

Organisation des Journées nationales des formateurs (JNF) 2026, en lien avec l'établissement d'accueil :

Prise en charge du pilotage de l'ensemble de l'organisation de l'événement (volets scientifiques, logistiques, communication)

Ressources éducatives libres :

Organisation de deux webinaires dans le cadre du mois de l'Éducation ouverte et préparation d'un événement en 2026-2027 dans la communauté « Compétences informationnelles » sur Zenodo.

Enquête de mise à jour du référentiel RECIF :

Recensement des compétences faisant l'objet de formations en bibliothèque universitaire, enrichis-

sement des sujets émergents et des questions liées à l'intelligence artificielle. Ce groupe de travail a conçu une enquête diffusée à l'automne. Les résultats seront présentés lors d'un séminaire en juin 2026, et la mise à jour du référentiel sera publiée en fin d'année 2026.

Plusieurs membres participent également à la **modération des dépôts de la communauté « Compétences informationnelles »** sur Zenodo.

RAYONNEMENT ET DISSÉMINATION

La commission a été sollicitée pour présenter le référentiel RECIF lors de la journée d'études « Compétences informationnelles » organisée le 16 mai 2025 par Médiat Rhône-Alpes et MédiaMéditerranée.

PROJETS EN COURS

Pour la mandature 2025-2027, la commission a identifié cinq axes de travail :

- **Organisation des Journées nationales des formateurs** (prochaine édition : Le Havre, janvier 2027)
- **Valorisation et enrichissement du référentiel RECIF** (enquête, événement dédié)
- **Promotion des ressources éducatives libres** (webinaires, événement)
- **Lutte contre la désinformation**
- **Intelligence artificielle.**

D'autres sujets pourront venir compléter ces axes en fonction de l'actualité et des besoins du réseau.

3.4 COMMISSION

Recherche et Documentation

La commission travaille sur les enjeux d'information scientifique et technique et d'appui à la recherche (science ouverte, services aux chercheurs, évolutions des pratiques). Elle produit des repères opérationnels (enquêtes, méthodes, bonnes pratiques) et assure une veille prospective sur les sujets émergents, en articulation avec les acteurs et opérateurs de l'IST. Ses priorités sont définies à partir des besoins exprimés par les membres de l'AD-BU.

✦ **Commission pilotée par Jean-Marie Barbiche**
Directeur adjoint, Responsable du Département
Appui à la recherche et Science ouverte
Université de Toulouse.

COMPOSITION

Au 31 décembre 2025, elle compte 23 membres actifs : 9 arrivées et 4 départs sur l'année. Elle réunit majoritairement des responsables des services à la recherche, ainsi que des directions ou directions adjointes.

[Consultez notre site pour en savoir plus sur les membres et livrables de la commission.](#)

FONCTIONNEMENT

La commission a pérennisé le rythme de fonctionnement du mandat précédent. Cinq réunions plénières en distanciel se sont tenues les 23 janvier, 24 mars, 27 mai, 22 septembre et 17 novembre, complétées par des réunions en sous-groupes thématiques.

Mi juin, un séminaire accueilli par l'Université de Bordeaux a permis d'organiser un échange fructueux avec le Référent à l'intégrité scientifique de l'Université ainsi qu'avec un membre actif de l'EOSC-France. Une autre réunion en présentiel a eu lieu à Paris le 8 décembre pour travailler sur les actions en cours et échanger avec le Directeur délégué du groupement CollEx-Persée.

Deux ateliers ont été co-organisés en 2025 :

Une journée de travail sur le Guide de gestion des fonds patrimoniaux, en partenariat avec Bibliopat (8 juillet, École des Mines, une trentaine de participants) ;

Une demi-journée consacrée aux indicateurs d'activité de science ouverte, avec la commission Pilotage et évaluation (11 septembre, voir supra).

GROUPES DE TRAVAIL

La commission fonctionne par groupes de travail, chaque membre pouvant contribuer jusqu'à trois groupes en fonction de ses disponibilités. En 2025, les chantiers ont notamment porté sur :

- **Stratégie de services des bibliothèques autour des accords lecture et publication** (nouveau en 2025)
- **Organisation en matière de données de la recherche** (enquête flash)
- **Archives scientifiques / archives de la recherche** (groupe mis en pause en 2025 en attendant la structuration de la nouvelle organisation de CollEx-Persée).
- **Patrimoine et recherche** : rédaction d'un guide de gestion des fonds patrimoniaux (voir plus bas) porté conjointement avec Bibliopat.
- **Intelligence artificielle** : Argumentaires l'IA en actes (janvier 2025) et préparation d'un document IA et Science ouverte (à paraître en janvier 2026).
- **Indicateurs d'activité science ouverte** : orga-

nisation d'une après-midi de travail en ateliers le 11 septembre à Paris, avec la commission pilotage et évaluation.

- **Organisation des services à la recherche :** préparation de la nouvelle édition de l'enquête prévue en mars 2026.
- **Identifiants pour la recherche :** organisation d'un webinaire (voir plus bas).
- **Services aux doctorants :** réalisation d'une cartographie réalisée à partir d'une enquête diffusée au printemps 2025.
- **Intégrité scientifique :** Contacts établis avec l'OFIS (Office français de l'intégrité scientifique) et le Resint (Réseau intégrité scientifique). Diffusion du document "agir pour l'intégrité scientifique" en avril 2025 et préparation d'actions communes pour l'année 2026.

WEBINAIRES

Deux webinaires « Recherche-Midi » ont été organisés en 2025 :

- **Identifiants pour la recherche :** état des lieux de la politique en cours (Isabelle Blanc).
5 février – 350 participants
- **Collex-Persée** (Grégory Miura).
14 mai – 170 participants

RAYONNEMENT ET DISSÉMINATION

La commission a diffusé plusieurs documents au long de l'année :

- **Document "l'IA dès aujourd'hui"** diffusé en janvier 2025, issu des travaux de la commission et de la réflexion menée lors du congrès de Dijon.
- **Document « Agir pour l'intégrité scientifique »** diffusé en avril. Il a été relayé notamment par Archimag, qui a interviewé Jean-Marie Barbiche et Frédérique Joannic-Seta pour alimenter un dossier sur le sujet.
- **Cartographie des services aux doctorants**, mise en ligne début octobre et actualisée au long du dernier trimestre 2025, pour mettre en valeur la diversité des actions menées par les BU pour la desserte de cette population.

- **Fin 2025, le pilote de la commission a été interviewé par Archimag sur IA et recherche scientifique** pour constituer un dossier à paraître en février 2026.

PROJETS EN COURS

Grâce à son organisation en groupes de travail, la commission poursuit plusieurs chantiers en parallèle :

- **Indicateurs d'activité en science ouverte** (travail conjoint avec la commission Pilotage et évaluation) – suites en 2026 (webinaire, sessions de travail).
- **Diffusion du guide de gestion des fonds patrimoniaux des bibliothèques de l'ESR** (premier trimestre 2026), en partenariat avec Bibliopat, qui intégrera des précisions réglementaires et organisationnelles attendues de la part du MESR.
- **Travail avec Collex-Persée :** projets communs autour de la communication sur les services et les dispositifs élaborés avec le directeur délégué du GIS qui a participé à la réunion parisienne de la commission fin 2025.
- **Enquête flash sur les services liés aux accords lecture et publication** (diffusion début 2026) : analyse et diffusion des résultats au cours de l'année.
- **Actualisation de l'enquête sur les services d'appui à la recherche** (dernière version 2023) : diffusion et analyse au premier semestre 2026.
- **Coopération interassociative sur l'intégrité scientifique avec le RESINT :** webinaires prévus en janvier et mars 2026 et mise en place d'un groupe de travail commun.



Affiche demi-journée du 11 septembre 2025

3.5 COMMISSION

Pilotage et Evaluation

La commission porte, instruit et défend les dossiers confiés par le CA sur toutes les questions ayant trait aux questions d'évaluation. Elle partage à ce titre, auprès des établissements, la culture de l'évaluation en fournissant des outils et des méthodes et en facilitant leur appropriation. Avec le mandat 2025-2027 de nouvelles thématiques autour du pilotage et de la stratégie ont enrichi la feuille de route de la commission en lien avec les missions de ses membres. La présence de la Présidente de la CN 46-8 de l'AFNOR renforce les travaux communs entre les deux commissions respectives.

✎ **Commission pilotée par Nelly Sciardis**
Directrice des Bibliothèques universitaires
UPHF

(université Polytechnique Hauts-de-France)

COMPOSITION

La commission Pilotage et évaluation compte 27 membres, issus d'établissements de différentes tailles, garantissant une bonne représentativité de la diversité des contextes territoriaux. La grande majorité d'entre eux assure des fonctions de direction/direction adjointe et/ou d'évaluation. Le nombre d'entrants en 2025 est légèrement supérieur au nombre de sortants la même année. En effet, lorsqu'un membre de la commission change de missions ou obtient une mutation pour un autre établissement, l'un de ses collègues présente sa candidature pour lui succéder. Cela permet de garantir la représentativité de l'établissement dans la commission et d'assurer une continuité au sein des groupes de travail.

[Consultez notre site pour en savoir plus sur les membres et livrables de la commission](#)

FONCTIONNEMENT

La commission se réunit tous les mois en plénière, alternativement en visioconférence (2 h) et en format hybride (4 h 30).

Des sous-groupes organisent des rendez-vous complémentaires pour mener à bien des dossiers

spécifiques. Les réunions hybrides sont organisées à Paris afin de faciliter les déplacements. Une réunion annuelle se tient toutefois dans un autre établissement : en juillet 2025, les membres se sont réunis au Learning Center de l'Université de Haute-Alsace (Mulhouse), avec une visite sur place.

C'est au vu de ces modalités que se sont tenues 11 réunions en plénière en 2025 : 7 janvier, 3 février, 14 mars, 4 avril, 16 mai, 13 juin, 7 juillet, 5 septembre, 10 octobre, 21 novembre, 5 décembre.

GROUPES DE TRAVAIL

En 2025, quatre GT se sont réunis régulièrement :

- **Évolution et comparaison des enquêtes de satisfaction et d'impact en bibliothèque.**
- **Mise à jour de Qualibib, en lien avec la commission AFNOR CN 46-8.**
- **Étude autour des Indicateurs de moyens et d'activité en science ouverte** (travail conjoint avec la commission Recherche et documentation ; restitution le 11 septembre 2025).
- **Préparation de la journée d'étude « gouvernance des données et datavisualisation »** (17 juin 2025), avec la commission SDSI.

Avec le nouveau mandat 2025-2027, de nouvelles thématiques autour du pilotage et de la stratégie ont enrichi la feuille de route de la commission, en lien avec les missions de ses membres.

WEBINAIRES

Trois webinaires ont été organisés en 2025 :

- **Présentation de la commission AFNOR CN 46-8**, avec un focus sur les chantiers communs (16 janvier ; 29 participants).
- **Mise à jour de Qualibib**, avant finalisation et diffusion au congrès 2025 (26 mars ; 66 participants).
- **Travail comparatif sur les organigrammes** (Bibliothèque de Sciences Po Paris), en lien avec la feuille de route 2025-2027 (17 septembre ; 90 participants).

RAYONNEMENT ET DISSÉMINATION

La présence de la présidente de la commission AFNOR CN 46-8 parmi les membres et la participation de plusieurs membres aux deux commissions facilite la mutualisation, notamment sur Qualibib, ainsi que la mise en place de problématiques communes autour de l'exploitation des normes d'activités en bibliothèques, dans les musées et les archives. La traduction de la norme ISO 11620 en français en 2025 a permis des échanges autour des indicateurs de cette norme à mobiliser pour évaluer l'impact des actions de communication, thématique de la journée d'étude du congrès ADBU 2025. Un espace spécifique a été créé dans Zenodo pour la CN 46-8 sur le modèle de celui de la commission Pilotage et évaluation.

Par ailleurs, la fusion en 2024 des réseaux de référents établissements et BU pour le dispositif Services Publics+ a renforcé la visibilité des travaux réalisés en bibliothèques universitaires (la possibilité d'évaluer dès le respect du délai de réponse entre 48h et 5 jours ouvrés dans le cadre d'un service de renseignement virtuel comme Ubib a été cité en exemple et retenu pour le réseau des bibliothèques). La commission Pilotage et évaluation, qui s'est imposée naturellement comme interlocutrice régulière du ministère, a également été consultée pour examiner l'arborescence du kit de déploiement de l'ESR, même si celui-ci s'adresse en majorité aux

établissements débutant dans le déploiement du dispositif.

Le MESRI a lancé en 2025 un groupe de travail sur les rythmes étudiants, animé par Anne Devulder, conseillère Vie étudiante et Territoires auprès de la DGESIP. Grâce aux nombreux collègues qui ont fait remonter les initiatives et dispositifs déployés au sein des campus, l'ADBU a contribué à la réflexion du groupe de travail, occasion parfaite pour mettre en évidence le lien entre rythmes étudiants et pratiques des BU mais aussi de synthétiser et mettre en avant les résultats des travaux menés précédemment par l'ADBU : journée d'étude « enquêtes maison » (16 novembre 2021) ; journée d'étude (28 mars 2024), en collaboration étroite avec la commission AFNOR CN 46-8 ; ouvrage collectif : Compter pour raconter. Du bon usage des données en bibliothèque (Presses de l'ENSSIB). Cette contribution a vocation à se poursuivre avec la présence de l'ADBU au comité de suivi depuis l'automne 2025.

PROJETS EN COURS

La feuille de route 2025-2027 a permis de finaliser ou de relancer plusieurs chantiers :

- **Mise à jour de l'étude comparative d'indicateurs de performance de bibliothèques européennes relevant de l'ESR** : si le travail avec nos homologues belges a permis de finaliser sa traduction en anglais en mars 2025, il reste désormais à repenser ces indicateurs communs au niveau européen, notamment eu égard à la question des coûts de la documentation, dans un contexte de développement important de la science ouverte ces dix dernières années (la problématique des indicateurs existants ou possibles était précisément le cœur de la journée du 11 septembre avec la commission Recherche).
- **Poursuite des travaux sur l'évolution des enquêtes des publics dans la lignée de la JE du 28 mars 2024**, en intégrant de nouveaux champs d'analyse sur la connaissance des publics à renseigner dans l'ESGBU ou Services Publics+, la mise à jour de 2006 de Qualibib

en lien avec la CN 46-8 de l'AFNOR, tout cela en visant la réactivation de la rédaction d'un guide de recommandations pour construire une banque de données commune d'indicateurs appropriables par les différents établissements.

- **Développement de la communauté Zenodo de la commission** : diversification des dépôts en s'appuyant sur les outils d'IA, notamment autour des documents de pilotage (projets de services, schémas directeurs). Dans ce cadre, un GT composé à la fois de membres de la commission et du « groupe poldoc » est en cours de constitution avec plusieurs objectifs : recenser, déposer dans l'espace Zenodo les différents documents de pilotage autour de la politique documentaire ; construire des indicateurs pertinents autour de la documentation, dans un contexte d'évolution très forte des coûts et usages.



Affiche journée Dataviz du 17 juin 2025

3.6 COMMISSION

Signalement, Données et Systèmes d'information

La commission suit et accompagne les évolutions liées à l'évolution des outils numériques documentaires, l'ingénierie et la gouvernance des données en bibliothèque universitaire. Elle fait l'interface avec l'ABES, développe une veille prospective (métadonnées, identifiants, transformations des SI) et propose des repères pour l'adaptation des organisations, l'évolution des métiers et l'accompagnement des équipes.

↳ **Commission pilotée par Cédric Mercier**
Directeur adjoint et Responsable du pôle numérique, recherche et science ouverte de la Direction des bibliothèques, de l'information et de la science ouverte (DiBISO) ; Administrateur des données, algorithmes et codes sources
(université Paris-Saclay)

COMPOSITION

En 2025, l'effectif de la commission est resté stable (3 départs, 3 arrivées). **Elle compte 17 membres**, majoritairement des professionnels experts en informatique documentaire, traitement et signalement des données.

[Consultez notre site pour en savoir plus sur les membres et livrables de la commission](#)

FONCTIONNEMENT

La commission s'est réunie à six reprises en plénière, en présentiel et en distanciel.

La première réunion en présentiel a eu lieu à Paris le 16 janvier 2025, en présence de l'ancienne pilote (Aurore Cartier) et du nouveau pilote (Cédric Mercier), afin d'assurer la transition. Une seconde réunion s'est tenue à Lyon le 26 mai 2025, à la suite des journées de l'ABES. Le troisième rendez-vous en présentiel a eu lieu en marge du congrès ADBU à Nantes (30 septembre 2025), sous la forme d'une réunion ouverte aux participants intéressés, avec un atelier dédié aux thématiques futures de la com-

mission.

Trois réunions en visioconférence (format demi-journée) ont été enrichies par des interventions extérieures : Raluca Pierrot (ABES) sur la réinformatisation et le futur système de gestion des métadonnées (11 mars) ; Henri Bretel (Université Paris-Saclay) sur le projet CRISALID (10 juillet) ; Marie Hébert et Damien Petermann (Université Lyon 3) sur le projet BiblioREF (27 novembre).

GROUPES DE TRAVAIL OU DE RÉFLEXION

La commission adopte un fonctionnement agile en sous-groupes, en fonction des livrables à produire et des sujets d'actualité. Elle entretient historiquement des liens étroits avec les équipes de l'ABES : plusieurs membres participent à des groupes de travail animés par l'ABES, notamment autour de la réinformatisation.

- **Groupe ad hoc SDSI / Pilotage** : organisation de la journée « Dataviz » 2025 (évoquée plus haut)
- **Participation, depuis fin 2025, de deux membres de la commission à un groupe de travail Couperin sur l'intelligence artificielle** en bibliothèques universitaires auquel participe également LIBER.

WEBINAIRES

Un webinaire conjoint avec l'ABES a été organisé le 5 mai 2025, consacré au projet de nouveau système de gestion des métadonnées (réinformatisation). Il a réuni des directions de SCD et des responsables de systèmes d'information documentaire et a contribué au partage d'information et au recueil des besoins sur le projet de réinformatisation de l'ABES.

RAYONNEMENT ET DISSÉMINATION

En 2025, la commission a contribué à plusieurs ressources et prises de parole :

- En début d'année 2025, la commission SDSI a contribué à la **mise à jour du référentiel de compétences informationnelles RECIF**.
- En début d'année également, la commission a refondu et finalisé la présentation du **"lexique de l'info doc"**, travaillé et initié depuis 2023.
- La commission a assuré une **présentation conjointe avec l'ABES, lors des Assises du CSIESR** (Comité des Services Informatiques Enseignement Supérieur et Recherche) en mai 2025. La présentation avait pour thématique "les collaborations entre DSI et SCD".
- Lors de la **journée "Dataviz"** qu'elle a co-organisée en juin 2025, la commission SDSI a notamment présenté un panorama et une grille d'analyse des outils de datavisualisation disponibles
- En octobre 2025, la commission a publié un **état des lieux de l'intelligence artificielle dans l'offre logicielle informatique documentaire**.

PROJETS EN COURS

La seconde partie de l'année 2025 a été consacrée à la définition des thématiques prioritaires pour les deux ans à venir en renouvelant son cycle de travail. Les chantiers identifiés pour 2026 portent notamment sur :

- **Cartographie de l'état d'informatisation des bibliothèques universitaires françaises** (outils

utilisés et caractéristiques des environnements, informations consolidées sur les coûts)

- **Étude sur les données gérées par les BU dans les systèmes d'information des établissements d'enseignement supérieur et de recherche :** évaluer leur positionnement et implication dans la gouvernance des données ; identifier la collaboration inter-services avec les directions concernées (directions recherche, système d'information, missions pilotage etc)
- **Cycle de webinaires 2026**, parfois en partenariat avec la commission Recherche et documentation, autour de la souveraineté numérique et des systèmes d'information de la recherche.
- **Poursuite des échanges avec l'ABES autour de la réinformatisation et des évolutions de l'écosystème** (ABES, AMUE, CINES).

L'association

04

4.1 Histoire et missions

Âgée de 51 ans en 2025, l'ADBU a conservé sa vocation en s'adaptant aux mutations de la société.

Fondée en 1974 pour fédérer au niveau national les directions des bibliothèques universitaires et grands opérateurs documentaires de l'Etat (ex : Bpi, BnF, centres documentaires des ministères, bibliothèques municipales classées, etc.), elle s'est considérablement professionnalisée et élargie aux cadres bibliothécaires.

Au vu des évolutions réglementaires de l'ESR (LRU, RCE, ORE,...) et de leurs conséquences profondes sur la structuration de l'écosystème national et sur la gouvernance des établissements et organismes, l'ADBU s'est adaptée de manière à consolider le réseau professionnel et à accompagner dans le même temps les évolutions documentaires nationales majeures comme l'accroissement du périmètre d'activité des services documentaires sur les territoires.

Avec désormais plus de 900 adhérents l'ADBU constitue un interlocuteur de référence pour les tutelles et partenaires, tant et si bien qu'elle s'est attachée en 2025, au vu des bouleversements touchant l'information fiable et la liberté académique à travers le monde (guerres diplomatiques, guerres des outils IA), à porter une parole collective sur des sujets qui dépassent le périmètre "bibliothèque" au sens technique : réussite étudiante, transformation numérique, accès à une information fiable, science ouverte, intégrité scientifique, attractivité des métiers.

4.2 Les adhérents

Avant toute chose l'ADBU vit d'abord grâce à ses membres. Si l'adhésion permet de rester informé via la liste de diffusion adbu-forum, de participer aux webinaires, journées d'étude et temps d'échanges organisés par l'association, elle ne se réduit pas à un « abonnement » : elle traduit un

engagement professionnel et collectif.

Ce sont en effet les adhérents qui, au-delà de leurs responsabilités dans leurs services documentaires, donnent du temps, des idées et de l'expertise pour faire avancer les travaux communs : participation active aux commissions, préparation et animation de webinaires et de journées d'étude, contributions et accueils d'événements présentiels (dont le congrès annuel), partages d'expériences et relectures de livrables.

Le Bureau et le Conseil d'administration assurent le pilotage, la coordination et la représentation de l'association ; mais ce sont bien les membres, par leur implication, qui en font une communauté vivante, utile et influente — et qui donnent corps, concrètement, à la devise « les grandes idées commencent ici ».

NOMBRE D'ADHÉRENTS

991

Adhérents
au 31 décembre 2025

Dont :

237

Adhérents
individuels

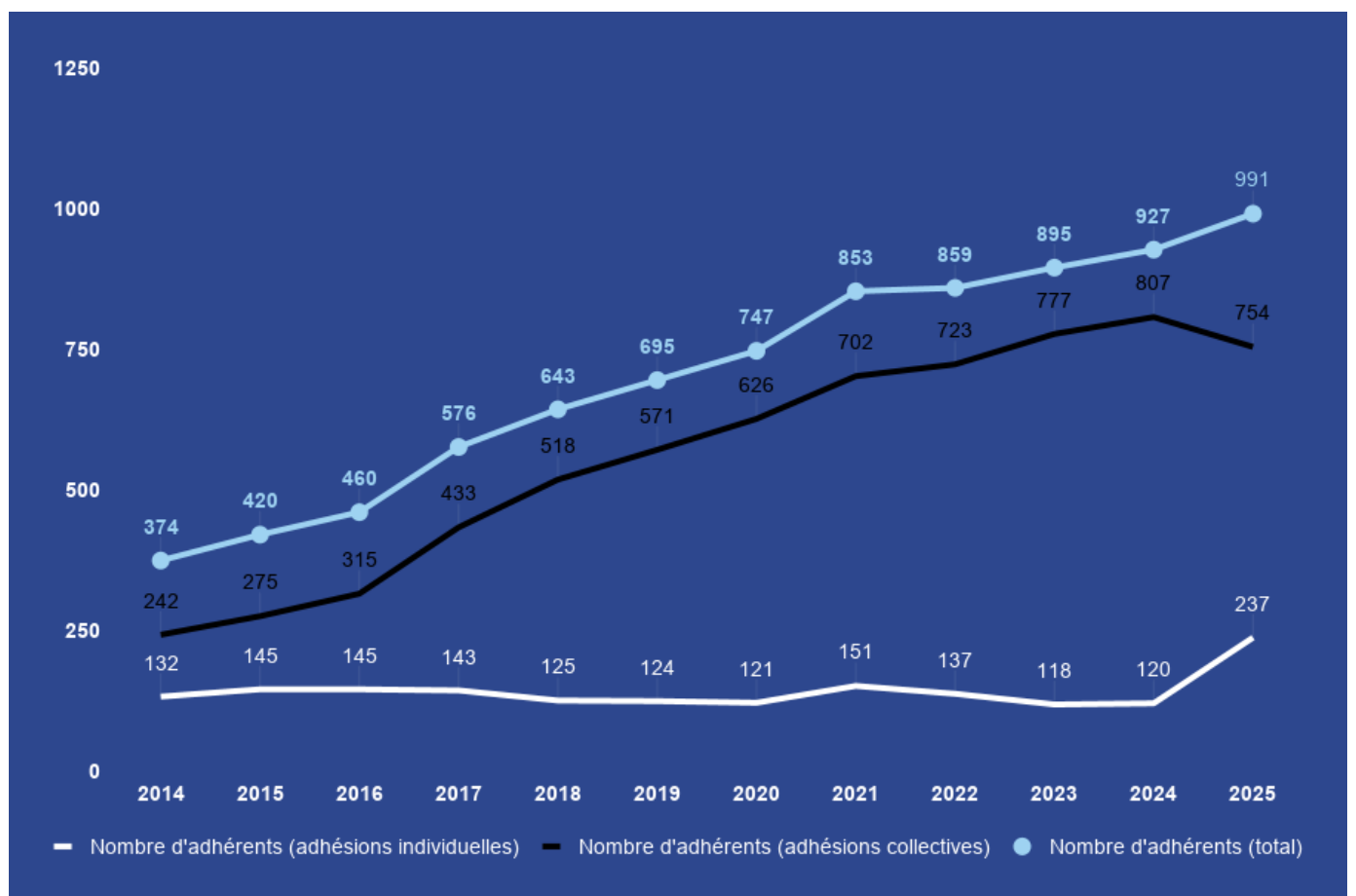
754

Adhérents
établissements

109

Établissements
inscrits

ÉVOLUTION DES ADHÉSIONS SUR 10 ANS



4.3 Une gouvernance de direction au service d'un plaidoyer national

Le conseil d'administration (CA) de l'ADBU est composé de 10 membres :

- **5 membres du Bureau élu sur feuille de route** / profession de foi diffusée aux membres fin 2024 en vue de la prise de fonction du nouveau CA en janvier 2025 ;
- **5 membres élus individuellement pour animer chacun une commission thématique.**

Le CA réunit des responsables d'établissements (directeurs de SCD) et des membres de directions (responsables de pôles stratégiques reflétant la diversité de la réalité contemporaine de la documentation dans l'ESR et la Culture : données, science ouverte, appui à la recherche, formation, citoyenneté, accueils présentiels, distanciels, (a)synchrones accessibles à tous publics).

Aussi les membres du CA, occupant des fonctions de direction au sein d'établissements de l'ESR de premier plan confèrent-ils à l'association :

- une capacité de dialogue avec les décideurs (ministères, administrations centrales, présidences d'université, DGS)
- une capacité de production de livrables concrets et opérationnels (référentiels, dictionnaires, fiches méthodologiques, enquêtes) directement mobilisables par les personnels de direction de bibliothèques d'Etat
- une capacité de fédération / animation de réseau (webinaires, journées d'études) et qui rend notre association vivante.

LE BUREAU

Le Bureau combine leadership associatif et responsabilités de direction : assurant la direction politique et la continuité de fonctionnement de l'association, il prépare les décisions du CA, garantit l'exécution de la feuille de route pour laquelle il a été élu, organise la représentation externe (tutelles, réseaux, partenaires) et sécurise la vie statutaire (AG, votes, budget).

Présidente

Sandrine Gropp, directrice du SCD de l'Université de Montpellier : préside le CA et représente l'association auprès des tutelles, partenaires et réseaux ; porte les prises de position et les démarches de plaidoyer ; impulse la stratégie pluriannuelle et assure la cohérence globale des actions.

Vice-présidentes

Frédérique Joannic-Seta, directrice du SCD de Rennes 2 ; **Aurore Cartier**, directrice du SCD de l'Université Jean Moulin Lyon 3 : appuient la présidente dans la conduite des travaux et la représentation externe ; assurent son intérim en cas d'empêchement ; pilotent / suivent des dossiers transversaux et contribuent au lien entre CA et commissions.

Trésorière

Coline Blanpain, directrice de la bibliothèque de Sciences Po Lille : assure le pilotage financier (comptes, exécution budgétaire, préparation budgétaire) ; sécurise le modèle économique de l'association (adhésions, ressources, dépenses) ; rend compte au CA et à l'Assemblée générale et aux deux vérificateurs volontaires extérieurs des comptes (Tiphaine Zirmi et Amélie Nadolny en 2025).

Secrétaire générale

Floriane Berti, responsable du pôle services aux publics et médiation de la Bibliothèque de Sciences Po Paris : garantit la vie statutaire (convocations, procès-verbaux, suivi des décisions) ; assure la fluidité de la gouvernance ; veille à la traçabilité des arbitrages ; organise le travail interne et outils liés (coordination Bureau-CA, documents de travail / de référence).

Déléguée générale (fonction permanente)

Léa Delavet, salariée de l'association : assure la mise en œuvre opérationnelle de la feuille de route et le pilotage de la communication : coordination des actions de la présidence, bureau et CA de l'association ; appui logistique et administratif ; accompagne le CA et les commissions (organisation, calendrier, livrables, partenariats) ; contribue à la continuité de l'association en étant l'interlocuteur principal des membres et des prestataires extérieurs (suivi des dossiers, communication, gestion)

4.4 Le conseil d'administration

Les commissions structurent l'action de l'ADBU autour de thèmes régaliens et stratégiques transverses : elles produisent des livrables appropriables repères opérationnels par tous les membres de l'association sur leur terrain de travail respectif, organisent des événements (journées d'étude, webinaires), instruisent des sujets de fond, et alimentent les prises de position de l'association.

PILOTE DES COMMISSIONS

Métiers et compétences

Benjamin Gilles – Directeur des bibliothèques - DIRBIB, Université de Picardie Jules Verne

Pédagogie et documentation

Chloé Dumas – Directrice des bibliothèques et de la Maison des langues CY Cergy Paris Université

Pilotage et évaluation

Nelly Sciardis – Directrice des Bibliothèques universitaires UPHF, Université Polytechnique Hauts-de-France

Recherche et documentation

Jean-Marie Barbiche – Directeur adjoint, Responsable du Département Appui à la recherche et Science ouverte, Université de Toulouse

Signalement, données et systèmes d'informations

Cédric Mercier – Directeur adjoint et Responsable du pôle numérique, recherche et science ouverte de la Direction des bibliothèques, de l'information et de la science ouverte (DiBISO) ; Administrateur des données, algorithmes et codes sources pour l'Université Paris-Saclay.

4.5 Participation aux instances

En 2025 l'ADBU a consolidé ses relations de travail avec ses interlocuteurs du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de l'Innovation et du ministère de la Culture, tout en élargissant ses coopérations avec d'autres acteurs clés de l'ESR et de la documentation.

PARTICIPATION À DES INSTANCES OU DES GROUPES DE TRAVAIL AU NIVEAU NATIONAL

L'ADBU est représentée, en tant que membre actif, au sein de plusieurs instances nationales :

- **Secrétariat permanent de la science ouverte** (Sandrine Gropp)
- **Conseil d'administration de l'ENSSIB** (Sandrine Gropp)
- **Réunions du CSPLA**, conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (Christophe Péralès)
- **Mesure 10 du COREALE** "Elaborer une stratégie

nationale pour l'Éducation Ouverte, notamment en renforçant l'accès et la valorisation des ressources éducatives libres" : participation d'Aurore Cartier Vice-Présidente, puis Chloé Dumas, pilote de la commission Pédagogie et documentation

- **Comité de pilotage spécifique sur la visibilité et l'indexation des REL du 26 novembre** : participation de Frédérique Joannic-Seta, Vice-Présidente
- **GT COREALE accessibilité en charge de la thématique 6** (solutions numériques facilitant l'inclusion de tous les apprenants) : participation de Frédérique Joannic-Seta, en tant que référente accessibilité de l'ADBU aux côtés du DICODOC
- **Comité de pilotage du GIS Collex-Persée** (Sandrine Gropp et/ou Frédérique Joannic-Seta)

Dans le cadre de l'entrée en vigueur de la directive européenne 2019/882 du 17 avril 2019 en juin 2025, plusieurs groupes de travail se sont réunis autour de l'accessibilité, auxquels l'ADBU a participé aux côtés du DicoDoc. Au delà du groupe Coréale sur la thématique 6 déjà citée participation de Frédérique Joannic-Seta aux :

- **groupe piloté par le Service du livre et de la lecture du Ministère de la culture**, qui a abouti à la publication en décembre 2025 du guide Accessibilité en bibliothèques et en CDI
- **groupe sur l'accessibilité des ressources et de contenus**, co-piloté par l'Université numérique et la DGESIP, dont l'objectif est la mise en commun de réseaux, outils et ressources sur l'accessibilité pour les acteurs de l'ESR.

L'ADBU s'efforce également d'initier des espaces de dialogue et d'influence, afin de valoriser les compétences et métiers des professionnels des bibliothèques et de la documentation de l'ESR et de porter les enjeux de documentation, d'accès à l'information et de transformation des services :

- **ADGS** : participation en tant qu'invitée au Colloque annuel des directeurs généraux des services (DGS), Montpellier, 3-4 juillet (Sandrine Gropp).
- **Relations avec des associations et réseaux par-**

tenaires : Couperin, ABF, Liber, etc. (membres du CA)

- **Entretiens avec les organisations syndicales, à leur demande**, (SNPTES, 26 juin ; FSU, 11 décembre) sur l'attractivité de la filière, les carrières et les enjeux IA sur l'évolution des métiers.

PARTICIPATION À DES ÉTUDES, RAPPORTS, STAGES ET REPRÉSENTATION À DES ÉVÈNEMENTS

En 2025, l'ADBU a été associée à plusieurs démarches ministérielles et travaux d'inspection :

- **Contribution de l'ADBU au rapport Formation, Structuration et Appropriation par la Société**, piloté par Frédéric Pascal, François Taddei, Marc de Falco, Emilie-Pauline Gallié. L'ADBU a contribué à ce rapport en mettant à disposition de ses auteurs un recensement des actions menées par et pour l'IA dans les établissements documentaires, sur les bases d'éléments fournis suite à sollicitation sur ADBU-forum et complétés par des informations mises à disposition par le chapitre français d'IA4LAM.
- **Echanges avec les inspecteurs chargés du rapport sur les coûts de la documentation dans l'ESR** (13 mai et 11 décembre) : Carole Letrouit, David Aymonin, Jean-Pascal Bonhota.
- **Audition de l'ADBU dans le cadre d'un rapport sur l'édition adaptée**, pilotée par l'Inspection générale des affaires culturelles (Myriam Burdin) et l'Inspection générale des affaires sociales (Laurent Caillot).
- **Entretien avec Mme Anne Devulder** qui pilote pour la DGESIP une mission sur les rythmes étudiants.
- **Contribution au projet d'étude « Debusq'APC »** (MESRI ; publication prévue 2026)
- **Représentation de l'ADBU à la garden party « Recherche et innovation »** de l'AEF à l'ENS Ulm (9 juillet 2025) avec Antonin Bergeaud, professeur d'économie à HEC Paris et lauréat du prix du meilleur jeune économiste 2025, Bruno Bonnell,

secrétaire général pour l'investissement, Pauline Pannier, directrice de cabinet de Philippe Baptiste (Floriane Berti, Secrétaire générale).

- **Jury du concours Création Étudiante de nouvelle**, piloté par le réseau des CROUS (Coline Blanpain, Trésorière) – octobre 2025.
- **Intervention lors du module 1 du stage ENSSIB « Construction et aménagement d'une bibliothèque universitaire »** piloté par Laurent Matejko (Floriane Berti, Secrétaire générale) - octobre 2025.

FOCUS DÉPARTEMENT DIFFUSION DES CONNAISSANCES ET DE LA DOCUMENTATION (DGSIP DGRI A1-3)

L'ADBU entretient un dialogue régulier avec le DiCoDoc (département diffusion des connaissances et documentation, MESR) sur les priorités du réseau, les dispositifs nationaux et le soutien aux projets portés par l'association.

La demande de subvention faite par l'ADBU au titre de l'année 2025 porte sur l'enjeu de rapprochement entre professionnels des bibliothèques et équipes pédagogiques pour la maîtrise des compétences informationnelles par les étudiants.

4.6 Assemblées générales

1^{ER} OCTOBRE 2025 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

En présentiel

Réunis en assemblée générale en présentiel, les membres de l'ADBU ont voté le 1er octobre 2025 l'annexe financière 2026 et le budget prévisionnel 2026 envoyés le 17 septembre 2025 par voie électronique sur la liste adbu-forum. La scrutation était assurée par Armelle Thévenot et Gaylord Mochel-Sarselle.

RÉSULTATS DU SCRUTIN DU 1^{ER} OCTOBRE 2025

Nombre de votants :

252
votes exprimés

Annexe financière 2026 :

232 votes pour, 1 vote contre, 19 votes blancs.

Budget prévisionnel 2026 :

231 votes pour, 4 votes contre, 17 votes blancs.

6 MAI 2025 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

En visioconférence

Réunis en assemblée générale en distanciel, les membres de l'ADBU ont voté le 6 mai 2025 le rapport moral 2024 et le rapport financier 2024 envoyés le 22 avril 2025 par voie électronique sur la liste adbu-forum. Le compte rendu des vérificatrices aux comptes Amélie Nadolny et Tiphaine Zirmi a été envoyé le 2 mai 2025 par voie électronique sur la liste adbu-forum et présenté lors de l'Assemblée générale. La scrutation était assurée par Elsa Ferracci et Marjolaine Simon.

RÉSULTATS DU SCRUTIN DU 6 MAI 2025

Nombre de votants :

174
votes exprimés

Rapport financier 2024 :

139 votes pour, 3 votes contre, 5 votes blancs.

Rapport moral 2024 :

145 votes pour, 0 vote contre, 2 votes blancs.

4.7 Communication

En 2025, l'ADBU a poursuivi son action pour fédérer et **animer une communauté de près de 900 adhérents** et **plus largement de professionnels intéressés** par les enjeux portés par l'association.

Cette dynamique repose sur une communication visant à **partager les actualités de l'association, valoriser les productions de ses membres, et favoriser les échanges au sein de la communauté** professionnelle.

Tout au long de l'année, le lien avec les adhérents et partenaires a été entretenu grâce à **plusieurs outils** :

- **Le site web**, relayant les actualités, événements et publications de l'association.
- **Les listes de diffusion, en particulier adbu-forum**, qui constituent un espace privilégié d'échanges entre pairs pour partager expériences, pratiques et veille sur les évolutions et l'organisation nationale de l'information scientifique et technique.
- **Une présence médiatique qui porte la voix de l'association dans le débat public**, à travers ses prises de position dans les médias professionnels et généralistes.
- **Une présence sur LinkedIn** auprès de plus de 1 640 abonnés.

- **Une newsletter mensuelle**, reçue par plus de 1 660 lecteurs chaque mois.
- **Une chaîne YouTube** permettant de retrouver les webinaires, journées d'étude et interventions du congrès annuel tout au long de l'année.

Les événements portés par l'association, ouverts à l'ensemble de la communauté, participent également à cette dynamique collective en offrant des **espaces de rencontre, de réflexion et de diffusion des travaux menés par les commissions et les établissements**.

À travers l'ensemble de ces actions, l'ADBU poursuit un objectif constant : **faire vivre une communauté professionnelle active, renforcer la circulation des idées et contribuer au rayonnement des bibliothèques universitaires et de leurs missions**.

5 événements

Pour l'année 2025 : JNF 2025, Journée Dataviz, Demi-journée Science ouverte, Doc Camp, 54e congrès de l'ADBU.

795 participants

Rassemblés lors des événements organisés par l'association en 2025

6 épisodes

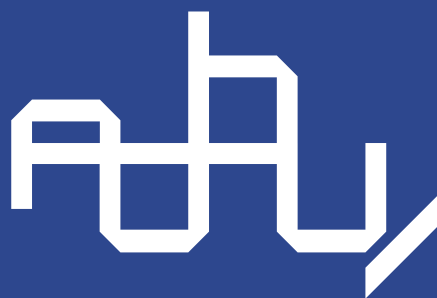
De podcats mis en ligne à la suite du 54e congrès de l'ADBU

1660 lecteurs

De la newsletter mensuelle de l'ADBU

14 articles

relayant les propos de l'ADBU dans la presse spécialisée ESR et généraliste



2 rue Albert Einstein
75013 Paris

www.adbu.fr